

**SOMMAIRE**

**SECRETARIAT GÉNÉRAL AUX ASSEMBLÉES**

**ARRÊTÉ n° 2022/029/DGS/SGA..... 1**  
Portant délégation de fonction à Madame Daisy LUCZAK en tant que représentante du Président du Conseil départemental pour présider la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

**CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE LE 28/10/2022**

Accusé de réception en préfecture  
077-227700010-20221027-2022-029-SGA-AR  
Date de télétransmission : 27/10/2022  
Date de réception préfecture : 27/10/2022

**ARRÊTÉ n° 2022/029/DGS/SGA**

Portant délégation de fonction à Madame Daisy LUCZAK en tant que représentante du Président du Conseil départemental pour présider la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1413-1,

**VU** l'arrêté n°2021/039/DGS/SGA du 16 juillet 2021 relatif à la désignation des représentants du Département pour siéger au sein de divers organismes,

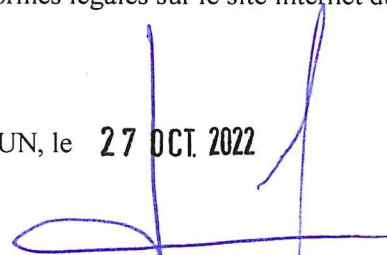
**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté susvisé n°2021/039/DGS/SGA du 16 juillet 2021 est abrogé en ce qu'il concernait la désignation de Monsieur Jean-Louis THIERIOT au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**ARTICLE 2 :** Madame Daisy LUCZAK est désignée comme représentante du Président du Conseil départemental en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier pour présider la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera notifié aux personnes citées aux articles 1 et 2, transmis au représentant de l'Etat dans le département et publié en les formes légales sur le site internet du Département.

Fait à MELUN, le **27 OCT. 2022**



Jean-François PARIGI  
Président du Conseil départemental

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- D'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- D'un recours contentieux adressé au tribunal administratif de Melun.